Tenir bon !

Un an déjà que François Hollande a été élu Président de la République par plus de 52% des français. Aujourd'hui, selon les sondages, ils seraient à peine 25% à soutenir son action.

Chaque jour qui passe, depuis l'élection de François Hollande voit l'expression de l'impatience, du rejet, de la frustration, de la colère et de la provocation.

Tout ceci bien orchestré par des médias qui amplifient et parfois manipulent l'information au gré de l'actualité sans prendre la mesure du temps et en jouant quotidiennement sur les peurs individuelles et sur l'affect immédiat et irraisonné des plus fragiles de notre société.

Il y a un an, les français très majoritairement se sont exprimés en priorité non pas pour le programme présenté par François Hollande pour « redresser la France » mais pour «licencier» Nicolas Sarkozy.

Si, on relit attentivement ce programme et si on réécoute les discours prononcés par le candidat, au-delà de la passion et du rêve collectif propre à chaque campagne, jamais François Hollande n'a promis au Français de « raser gratis ».

Bien au contraire, il n'a cessé de dire que la situation politique, économique et sociale de notre pays imposerait des efforts pour chacun mais qu'il veillerait à ce que ceux-ci soit partagés et se fassent au nom de la justice sociale.

Alors, oui pour ceux qui n'ont pas voulu voir, entendre ou qui ont fait semblant de ne pas comprendre, les réveils sont douloureux face à la réalité économique de notre pays qui ne peut s'appréhender sans prendre en compte la dynamique de « mondialisation » dans la quelle nous sommes bien que certains irresponsables politiques s'évertuent à faire croire le contraire.

Je suis de ceux qui pensent qu'il faudra au moins deux ans avant de voir les premiers effets positifs des réformes structurelles économiques et sociétales engagées par le gouvernement de Jean Marc Ayrault et au minimum la durée du quinquennat pour remettre notre pays sur la voie d'une croissance durable.

D'içi là, se sont des mesures impopulaires que la gauche sociale démocrate devra mettre en œuvre tout en veillant à protéger et à accompagner les plus faibles, les plus démunis et ceux qui sont déjà exclus de la société : réforme des

retraites, réformes des allocations familiales, gestion de l'indépendance et de l'autonomie des personnes âgées, réformes territoriales, réforme de la formation professionnelle, suppression du cumul des mandats……

Pour effectuer toutes ces réformes, c'est une gauche responsable et réformiste qui sera à la tâche et c'est pourquoi je me permets de rappeler aux responsables politiques de « droite » de l'UMP et de l'UDI d'être un peu plus discrets et plus modérés sur leurs 'critiques.

Le « paquet cadeau » qu'ils ont laissé après plus de dix ans de gouvernement et cinq ans de Sarkozysme s'est traduit par un accroissement de notre dette de 600 milliards d'euros et tous les économistes précisent bien que la crise financière de 2008 n'en est pas la raison principale.

En dehors, des provocations et des effets de « manche » que proposent-ils aujourd'hui eux qui refusent de faire leur bilan politique ? pas grand-chose si ce n'est pour certains de franchir « le Rubicon » et d'aller « fricoter » avec l'extrême droite, qui si elle a changé de tête en se féminisant n'a pas changé sur le contenu de son message politique populiste et nationaliste.

Au-delà de la droite et de l'extrême droite, la gauche sociale démocrate devra aussi faire fasse pour mener à bien ses réformes, à la « gauche poujadiste » en costume trois pièces qui ne peut exister que dans l'opposition car de tout temps elle s'est toujours refusée à assumer les effets et les conséquences de la gestion du pouvoir.

Ce qui explique, les postures du « tribun » Mélanchon, ses provocations médiatiques qui mettent très souvent dans l'embarras ses partenaires communistes qui ne savent toujours pas où ils habitent depuis la chute du «mur de Berlin» et qui pour exister ont été obligés d'en passer par les fourches caudines du « dictateur du Front de Gauche ».

Pour l'anecdote, il convient de rappeler que pour exister financièrement et conserver leur fameux siège social à Paris, les responsables communistes louent celui-ci régulièrement notamment pour des défilés de mode de la « Jet Set ». Les Maurice Thorez, Jacques Duclos et consorts Marchais/Lajoinie doivent avoir des nuits « rouges » agitées et la « Faucilles et le Marteaux » chancelants...

Il est à craindre que les discours et les propositions très populistes et irréalistes des responsables du Front de Gauche et de son leader issu de la LCR à l'origine, il ne faut pas l'oublier, ne fassent le jeu de l'extrême droite qui sans rien faire

n’aura qu’à se baisser pour ramasser les voix populaires aux prochaines élections.

Il est vrai que pour Mélanchon et ses alliés le véritable adversaire n’est pas la droite ni l’extrême droite mais principalement cette gauche sociale démocrate qu’ils combattent depuis des décennies au nom d’un surmoi marxisme qui n’a toujours pas digéré le congrès de Tours de 1920.

Peu importe que les français rejettent leurs propositions dites alternatives lors des élections.

Leur principale obsession c’est de tuer cette sociale démocratie qui n’a pas de légitimité de gauche pour eux et qui est un obstacle politique à la renaissance d’une certaine forme de « dictature du prolétariat ».

C’est pour cela qu’Hugo Chavez est une référence pour Mélanchon qui rêve de faire vivre à François Hollande la descente aux enfers qu’a vécu Léon Blum et son gouvernement à la période du Front Populaire en 1936.

Alors, si la voix de la raison et du bon sens est encore audible laissons « le temps au temps» comme le disait François Mitterrand.

Tout comme les ménages en surendettement ce n’est pas en une année que la France qui a vécut pendant des années au-dessus de ses moyens pourra assainir sa situation financière et donc sociale.

François Hollande a tracé la voix du sérieux budgétaire et responsable et non pas de l’austérité comme on peut l’entendre tous les jours dans la bouche de responsables politiques de droite et d’une certaine gauche.

Car, si c’était l’austérité qui avait été choisie, alors il aurait maintenu le cap de ramener l’endettement à 3% du PIB à la fin de l’année 2013 avec des conséquences dramatiques pour un grand nombre de nos concitoyens comme dans d’autres pays européens : baisse des alaires des fonctionnaires, diminution des pensions et des retraites….ce qui n’est pas le cas.

Laissons donc agir les mesures prises comme :

- Les Contrats de Génération : l’insertion durable des jeunes et le maintien des seniors dans l’emploi ;
- Les Emplois d'avenir : 150 000 jeunes accompagnés dans leur entrée sur le marché du travail ;

- La création de 2 000 emplois francs pour inciter les entreprises à embaucher les jeunes issus des quartiers en difficulté ;
- Refondation de l'école: 60.000 postes créés pour l'avenir de notre jeunesse ;
- La Banque Publique d'Investissement : des moyens pour le développement des petites et moyennes entreprises
- La gratuité des terrains publics pour permettre aux communes de construire plus de logements sociaux …..

et il sera temps, dans un an, de faire un premier bilan de ces mesures et d'évaluer à quel niveau se situe «les conservatismes» et les freins aux changements sociétaux comme ceux qui se sont manifestés à l'occasion de la Loi sur le mariage pour tous et l'égalité pour tous les couples.

Il conviendra aussi de s'interroger sur la participation de l'Eglise Catholique dans cette expression de rejet du mariage pour tous qui ne concerne que le mariage civil et non pas le mariage religieux.

L'instrumentalisation qu'elle a mise en œuvre dans certains territoires auprès de ses fidèles avec la complicité d'élus de droite est pour moi en complète contradiction avec l'un des ses dix commandements : « aimons nous les uns les autres »

De plus, l'immiscions de l'Eglise Catholique, dans la sphère du politique ne peut que nous interroger sur la conception de la République et de la laïcité que ses « bergers » conçoivent aujourd'hui !

A ce titre, j'aurais apprécié qu'elle manifeste autant de zèle sur un dossier aussi de société qui la gangrène, à savoir celui de la pédophilie et qu'elle défile dans la rue pour revendiquer l'application pleine et entière de la convention internationale des droits des enfants dont notre pays est signataire.

« La vie est une comédie au cents actes divers » aurait dit Jean de la Fontaine, espérons qu'il en soit ainsi et faisons en sorte que ce moment de vie, difficile, complexe, douloureux et déchirant pour un grand nombre de nos concitoyens ne se transforme en tragédie.

Pour cela, il nous faut sagesse «garder » et préserver dans l'accompagnement des mesures mises en œuvre ce qui fonde l'intérêt général au détriment de

l’intérêt particulier qui est la tentation première en temps de crise sociétale grave.

Pour le réformiste que je suis et que j’ai toujours été cela passe par l’action locale de proximité au quotidien, informer, expliquer, animer, accompagner, aider, agir, guider, responsabiliser dans le vivre ensemble en société.

Tout simplement être un citoyen engagé, un « passeur d’avenir » pour les nouvelles générations, ni aveugle ni sourd mais lucide.

Un militant de l’éducation populaire qui n’a pas oublié qu’il est un acteur de la transformation sociale qui se bat pour le Progrès, la Justice Sociale et l’Ecologie et non pas pour une caste, une communauté d’intérêts particuliers ou des lobbies économiques !

Alain GOZE
6 mai 2013